

Les grèves en Allemagne occidentale

En juin 1953, le prolétariat d'Allemagne orientale manifestait aux yeux du monde son opposition irréductible à la bureaucratie stalinienne. En août 1953, quatre millions de salariés français passaient outre leurs syndicats pour lutter contre l'exploitation de plus en plus dure de la bourgeoisie française. En août 1954, la classe ouvrière de l'Allemagne occidentale bouscule les pronostics de « paix sociale » dans le « pays fort de l'Europe » et se met en grève pour améliorer son niveau de vie.

Loin d'être identiques, ces trois mouvements ont cependant ceci de commun, qu'ils représentent une recrudescence de la lutte de classe après une longue pause, et, à des degrés divers, la crise de l'emprise des organisations traditionnelles sur les ouvriers.

Pour les ouvriers allemands, c'est la première fois — exception faite des événements de juin 1953 — depuis novembre 1932 que réapparaît un mouvement intéressant une partie importante de la classe. C'est en effet peu avant la prise du pouvoir par Hitler que les ouvriers des transports berlinois se mirent en grève spontanément pour protester contre la décision de Von Papen, encore chancelier, de baisser les salaires. Les nazis décidèrent de les soutenir, Goebbels ayant déclaré : « Cette décision effratera les milieux modérés. Mais là n'est pas l'essentiel. Nous les regagnerons facilement, tandis que si l'on perd les ouvriers on les perd pour toujours » (1). Le K.P.D. (parti communiste allemand) désavoua alors la grève et donna l'ordre de reprise du travail. Le prolétariat allemand ne devait plus entreprendre de mouvement important avant 22 ans. Hitler, prenant le pouvoir en janvier 1933, procédait immédiatement à des arrestations en masse d'ouvriers et militants syndicalistes, socialistes et communistes.

Malgré la très grande discrétion des agences d'information et même des « journaux ouvriers » on peut déjà se faire une opinion sur l'agitation qui met en mouvement les secteurs très variés des employés des services publics de Hambourg (15.000), les métallos de la Bavière (250.000) et une série d'autres branches, où des revendications sont posées et les conventions collectives dénoncées (les demandes d'augmentation de salaire sont de 15 % chez les mineurs et les métallos de la Ruhr, de 10 à 15 % chez les employés des P.T.T., plus importantes encore — jusqu'à 50 % pour certaines catégories — chez les ouvriers du textile). Près de 900.000 fonctionnaires posent également des revendications, de même que les cheminots. En tout, quatre millions d'ouvriers et de salariés, plus du quart du prolétariat allemand, sont en effervescence pour améliorer leurs conditions de vie.

(1) J. Groebels, « Kampf um Berlin », p. 191.

Celles-ci ont fait jusqu'ici les frais de la reconstruction du capital allemand. Le « miracle » de l'expansion allemande depuis 1949 s'explique par ce secret de polichinelle : maintien d'un bas niveau de salaires, profits élevés et accumulation rapide du capital. La proportion du produit national brut consacrée à l'accumulation (brute) (2) de capital constant, qui était de 19 % dans l'Allemagne de 1936 (3), est passée à 21 % en 1949, 23 % en 1950, 25 % en 1952. (Le chiffre correspondant pour 1952 était de 18 % pour la France et de 18 % pour la moyenne des pays d'Europe occidentale et pour les Etats-Unis.) De plus, 3 % du produit national en 1952 ont été consacrés à l'investissement extérieur. Par contre, la consommation privée, qui absorbait 60 % du produit national dans l'Allemagne nazie de 1936, tombait à 56 % en 1952 (4).

La première condition de cette accumulation a été évidemment un taux de profit exceptionnellement élevé. De 1948 à 1953, la production industrielle a augmenté de 151 %, le rendement horaire des ouvriers dans l'industrie de 73 %, les salaires horaires réels de 44 % seulement (5). Une importante redistribution du revenu national en faveur du capital a eu lieu pendant cette période. Les facteurs qui ont permis cette redistribution ont été d'un côté le chômage massif dû à l'afflux de réfugiés de l'Est (1.412.000 chômeurs fin 1950, 1.203.000 fin 1953) et la pression exercée de ce fait sur les taux de salaire, de l'autre côté l'attitude des syndicats exerçant toute leur influence pour atteler les ouvriers allemands à la reconstruction de l'économie « nationale » et déviant leur attention des revendications vers le mythe de la « cogestion » des entreprises.

Cette production croissant rapidement trouvait ses débouchés d'un côté précisément dans l'accumulation, la formation de nouveau capital, d'un autre côté dans un surplus d'exportation croissant. De 1950 à 1953, le volume des importations allemandes a augmenté de 33 %, celui des exportations de 80 %. Ce mouvement inégal des importations et des exportations, combiné avec des mouvements des prix mondiaux favorables à l'Allemagne, a transformé le déficit commercial de 1950 (trois milliards de marks) en un excédent important en 1953 (2,5 milliards de marks) qui continue à croître (2,9 milliards au taux annuel du premier semestre 1954). On connaît les difficultés que crée pour les autres pays capitalistes européens la concurrence allemande sur les marchés internationaux.

On a déjà dit que l'augmentation des salaires réels est restée loin derrière l'augmentation de la production et de la productivité du travail. Encore ceci n'est vrai que jusqu'au début de 1953. Depuis le deuxième trimestre de 1953 en effet, les salaires n'ont pratiquement pas varié, cependant que la production continuait à augmenter, et que la production par heure-ouvrier faisait un nouveau bond en avant. Le capitalisme allemand, une fois les salaires d'avant-guerre (les salaires du nazisme) approximativement restaurés, considérait qu'il devrait être le seul à profiter de toute augmentation ultérieure du produit social. C'est là la condition immédiate des grèves du mois d'août.

Le mouvement a démarré à Hambourg le 7 août, lorsque la volonté des éléments de base força le syndicat des services publics à déclencher la grève. Ils demandent 10 pfennigs (8 francs) de l'heure et 6 % pour les

(2) C'est-à-dire comprenant les amortissements.

(3) Territoire correspondant à celui de la République Fédérale actuelle.

(4) Statistics of National Product and Expenditure (O.E.C.E.), Paris, 1954, p. 18 et 52.

(5) Voir les notes statistiques à la fin de ce texte.

menuels. La municipalité offre la moitié. Leur volonté de lutte est vive, la grève éclate. Au même moment, les représentants officiels des Länder (États) et du syndicat fédéral des services publics se réunissent à Stuttgart pour discuter des salaires de toute la fonction publique. Alors que certaines municipalités sont pour un compromis, les délégués du Gouvernement fédéral, appuyés par une déclaration du gouvernement de Bonn refusant catégoriquement toute augmentation, se montrent intransigeants. C'est également ce jour-là qu'ont lieu les événements de Bremerhaven (base navale du nord de l'Allemagne), où la population manifeste violemment contre les forces d'occupation, qui ont décidé de raser un groupe de soixante immeubles ouvriers afin de construire des buildings à l'usage du personnel civil américain. La bagarre éclate entre les manifestants et la police venue pour les disperser. Quelques jours après, les Américains suspendront l'exécution de leurs projets.

Alors que la grève est en plein développement à Hambourg, paralysant complètement la grande cité, les 250.000 métallos de Bavière entrent en action le 9. Le lendemain, des accords limités à quelques usines dont les patrons acceptent les augmentations demandées, réduisent de moitié le nombre des grévistes. Mais les jours suivants, la bagarre éclate entre les ouvriers et la police. Chez Siemens les ouvriers veulent empêcher les jaunes de reprendre le travail. Les heurts avec les matraques policières sont particulièrement violents le 12, le 13 et le 18. Les travailleurs durcissent leurs positions et les piquets de grève sont renforcés et défendus vivement. Des manifestations de solidarité des autres travailleurs ont lieu, comme celle des mineurs de Amberg venant à la rescousse des métallos dans les bagarres avec les jaunes et la police.

A Hambourg, après cinq jours d'arrêt du travail, les autorités recherchent un compromis. Le Dimanche 8, une écrasante majorité de grévistes avait repoussé les propositions transactionnelles jugées insuffisantes (5 pf. c'est-à-dire 4 francs pour les ouvriers et 3 % pour les mensuels). Le 12 août, les grévistes acceptent 7 pf. (au lieu des 10 demandés initialement). La grève a pavé. Et c'est là l'enseignement le plus important pour les travailleurs de Hambourg et d'Allemagne.

En Bavière, le conflit dure beaucoup plus longtemps. C'est la guerre d'usure, dans laquelle le prolétariat ne peut que perdre du terrain s'il n'est pas offensif. Les ouvriers ont tenu vingt-deux jours sur des positions défensives. Finalement un compromis a été réalisé le 31 août sur des augmentations de 12 pf. (10 frs) de l'heure et de 5 à 7 % des traitements mensuels. Jusqu'au dernier jour, les patrons avaient essayé la division, l'embauche individuelle, le lock-out. La clause principale de l'accord, outre l'élévation des salaires, est l'engagement pris par les patrons de ne pas sanctionner les faits de grève.

Les métallos de la Ruhr (750.000) qui, au début de l'agitation avaient dénoncé leurs conventions collectives pour le 31 août, ont accepté par l'intermédiaire des syndicats des nouveaux accords leur donnant 8 pf. de l'heure et 7 % pour les mensuels. L'action directe des métallos bavarois a fait céder les capitalistes de la Ruhr, mais en allant au-devant des syndicats, ceux-ci s'en sont mieux tirés que leurs collègues de Bavière.

Quelle est la signification qui se dégage de ces grèves ? Quel rôle les syndicats (la centrale D.C.B.) ont-ils eu dans le conflit ? Quelle est l'importance de la combativité des masses ouvrières ?

La grande patience des ouvriers allemands est terminée. De l'aveu même des honzes syndicalistes « la lune de miel d'après-guerre avec le patronat est définitivement résolue », et, d'après un chef syndicaliste de la Ruhr, « le désir de grève est si fort qu'il sera difficile de freiner les travailleurs, même si nous le désirons ».

C'est avouer clairement que depuis neuf ans, le D.C.B. a employé toutes ses ressources de persuasion et de contrainte pour maintenir la classe ouvrière dans la paix sociale. Le D.C.B., pratiquement la seule centrale syndicale, réunit cinq millions de membres et dispose de ressources financières abondantes. C'est la grande machine bureaucratique par excellence et ses relations avec la politique gouvernementale sont certaines, elles passent par le canal de la social-démocratie qui le contrôle bien qu'elle se défende de vouloir influencer le syndicalisme allemand. Le D.C.B. a perdu durant les deux dernières années, 500.000 adhérents vraisemblablement dégoûtés de son immobilisme traditionnel.

Celui-ci est fermement arrêté chez ses dirigeants qui déclarent sans détour ne pas vouloir gêner l'"économie nationale", ni perturber l'ordre social. On comprendra encore mieux la nature du D.C.B. si on se rappelle le rôle donné aux syndicats allemands aussitôt après la guerre. Afin de les utiliser comme couverture de la renaissance des forces politiques classiques de la bourgeoisie allemande, les Alliés donnèrent aux syndicats une place prépondérante, qui illustrait la politique de "dénazification" et de "renaissance démocratique" de l'Allemagne. Le mythe de la co-gestion des entreprises, utilisé beaucoup plus que ne le furent les comités d'entreprise en France, a été l'appât lancé à la classe ouvrière allemande. Après vingt ans de nazisme, un tel mythe, patronné par les nations qui s'étaient dites les ennemis jurés des cartels et qui avaient fait de l'"antifascisme" le drapeau idéologique de la deuxième guerre mondiale, ne pouvait que prendre sur les travailleurs. Les illusions à ce sujet ont duré quelques années. Mais il semble que maintenant le prolétariat en a fait l'expérience et se rend compte qu'il a payé les frais de cette "paix sociale", qui a servi d'un autre côté aux bureaucraties syndicales pour s'asseoir à côté des patrons dans les conseils de co-gestion, à des places bien rémunérées. Il est facile de comprendre dans ce contexte pourquoi les dirigeants du D.C.B. n'ont reconnu les mouvements de grève — très prudemment — qu'après leur déclenchement par les ouvriers et qu'ils aient tenté immédiatement de les localiser, de les fragmenter et de les étaler dans le temps.

Du côté de la classe ouvrière, on ne peut parler évidemment de lutte révolutionnaire ; l'essence de la grève était purement revendicative et a son origine à l'arrêt de l'amélioration du niveau de vie depuis le deuxième trimestre 1953, et à la modification continue de la répartition du revenu national en faveur du capital. Bien que la production industrielle ait dépassé son niveau d'avant-guerre (1938), dès le deuxième semestre 1950, les salaires réels n'ont rattrapé ce niveau que deux ans plus tard, en 1952. Ils ont encore augmenté quelque peu, mais moins que la productivité du travail, jusqu'au deuxième trimestre 1953, et sont restés stationnaires depuis lors, tandis que la productivité du travail et les profits du capital continuaient à augmenter. Les augmentations demandées en août n'auront pour effet que de freiner en partie l'augmentation de la part des profits dans le produit national.

Mais dans ce cadre revendicatif limité, la volonté de grève fut tenace. Les différents référendums proposés plutôt pour amoindrir le conflit que par respect de la démocratie ouvrière furent significatifs à ce sujet. Plus important encore, les ouvriers quittèrent leurs ateliers en postant des solides piquets de grève. Il est vrai qu'il n'y a pas eu d'occupation d'usines, mais les combats contre les jaunes et la police ont été immédiats et violents. Cette volonté ferme de protéger leur grève place les grévistes allemands à un niveau plus élevé que celui des grévistes français en août 1954.

Le patronat allemand n'a pas manqué d'assimiler les grévistes aux stalinien pour les discréditer ; mais le rôle de ces derniers fut certaine-

ment négligeable. La presse bourgeoise a signalé par contre avec complaisance l'hostilité des grévistes bavarois vis-à-vis des distributeurs de tracts stalinien. Quoiqu'il en ait été, il est certain que la classe ouvrière allemande éprouve dans sa grande majorité une répulsion profonde pour ceux-ci. Si les ouvriers allemands n'ont pas oublié la guerre et le nazisme ils n'ont pas oublié non plus l'attitude des stalinien vis-à-vis d'eux pendant la guerre et à la fin de celle-ci (6). Le souvenir des pillages et des viols commis par l'Armée Russe, le mépris de celle-ci pour le prolétariat allemand, ont été pour eux la traduction claire et concrète du contenu "socialiste" de l'Etat de Staline. Cette expérience, même si elle a eu lieu en Allemagne orientale, s'est inévitablement diffusée dans l'Ouest du pays par l'immigration permanente de gens venant de la zone russe, le retour de prisonniers, les contacts gardés avec des parents et amis. On comprend dès lors que les tentatives des stalinien de présenter les grèves comme une partie de la « lutte des peuples pour la politique de paix de l'Union Soviétique » aient été très mal reçues par les métallos de Bavière.

Les réactions de la bourgeoisie occidentale, principalement anglaise et française, ont été déterminées surtout par ses préoccupations concernant les marchés d'exportation, envahis de plus en plus par les produits allemands. Les citations suivantes des journaux anglais sont caractéristiques à ce sujet :

« La vague de grèves déferlant sur l'Allemagne est un problème intéressant directement notre pays. Les industriels d'Allemagne bénéficient d'un important avantage : les bas salaires. L'institution des hauts salaires en Grande-Bretagne est une conquête qui doit être défendue. Mais cette conquête serait bien plus assurée si la paye des ouvriers allemands était aussi élevée que celles de leurs camarades britanniques. » (Daily Express.)

« Il serait bon pour l'Allemagne, et sans doute aussi pour l'Europe en général, que la crise actuelle, sans devenir trop sérieuse, contraignit les dirigeants politiques et économiques de l'Allemagne Fédérale à accorder plus d'attention aux revendications des salariés des usines et des champs. » (Manchester Guardian.)

Analogues ont été les commentaires du Monde. Quant aux stalinien français, ils tiennent beaucoup plus à leur opposition parlementaire contre la C.E.D. qu'à la solidarité ouvrière, et leur presse fut extrêmement discrète sur les grèves.

Sur la scène politique allemande, cette réapparition du prolétariat comme force se conduisant indépendamment de la sage tutelle de ses "représentants" a apporté quelque perturbation. Au moment où Adenauer l'"homme fort de l'Europe", jouait ses dernières cartes en faveur de la C.E.D., cette intervention inopinée de la classe ouvrière a encouragé les sociaux-démocrates à élever le ton de leur voix ; c'est le moment que leur leader Ollenhauer a choisi pour proposer de renouer les négociations avec Moscou. Il se peut fort bien que l'échec de la C.E.D. et l'agitation ouvrière marquent pour Adenauer la fin d'une période de direction pro-totalitaire de la vie politique allemande.

La classe ouvrière du pays le plus industrialisé du continent vient de redécouvrir que la lutte de classe ouverte et directe paie, beaucoup plus que la conciliation, la « participation à la gestion » des entreprises et les promesses syndicales. C'est la réfutation la plus éclatante de la propagande stalinienne sur la passivité et la discipline aveugle des ouvriers allemands — propagande qui vise à attiser la haine et le chauvinisme chez les ouvriers français.

(6) « Il n'y a de bons allemands que ceux qui sont morts ». (Ilya Ehrenbourg).

La bureaucratie syndicale, comme l'expérience l'a prouvé dans bien d'autres cas et en particulier en France, emploie tout son poids et toute sa technique pour empêcher l'extension des grèves. Le prolétariat allemand pourra maintenant en tirer la leçon.

Enfin, si les grèves d'août ont pu paraître tourner court, elles posent pour l'avenir une perspective de luites. Comme le déclarait un délégué des ouvriers dans un meeting lors de la reprise des métallos bavarois, « nous n'avons formulé que des revendications minima et nous n'étions pas décidés à combattre réellement. De cette expérience nous tirons des leçons. C'était la répétition générale ; nous savons qu'il y a encore beaucoup à apprendre ».

ANDRÉ GARROS.

NOTE SUR LES STATISTIQUES. — Les chiffres concernant la production industrielle, la productivité du travail et les salaires réels s'appuient sur les séries publiées dans le « Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies », New-York, juillet 1954. Les principaux éléments en sont indiqués dans le tableau ci-dessous ; toutes les séries sont des indices sur la base 1948 = 100, sauf les gains horaires dans l'industrie (exprimés en pénings) et la durée du travail hebdomadaire (exprimée en heures). Les données trimestrielles ne sont pas exactement comparables avec les données annuelles, qui sont plus complètes, et celles concernant le deuxième trimestre 1954 sont provisoires.

	1948		1953		1954	
	(Moyen. ann.)		I	II	III	IV
			(trimestres)			
Gains horaires dans l'industrie	105	163	160	163	163	163
Coût de la vie	100	108	109	108	107	108
Gains horaires réels	100	143,7	139,8	143,7	145,1	143,7
Emploi dans l'industrie	100	251	235	250	251	274
Durée du travail hebdomadaire	100	130	126	131	134	133
Emploi corrigé pour variations des heures de travail	100	42,9	47,4	45,9	48,0	48,9
Productivité par heure-ouvrier	100	145,2	134,8	146,6	151,8	147,0
	100	172,9	174,3	170,5	185,3	183,4
						186,4

Un journal ouvrier chez Renault

Des ouvriers d'un atelier de chez Renault ont publié, au mois d'avril dernier, un tract sur la hiérarchie des salaires. L'écho que ce tract a provoqué, aussi bien dans leur propre atelier que dans d'autres ateliers de l'usine a été important ; rapidement, des ouvriers de plusieurs ateliers se sont mis en contact et ont décidé de publier un journal mensuel destiné à toute l'usine. Le premier numéro de « Tribune Ouvrière », ronéotypé sur quatre pages, a ainsi paru au mois de mai et son succès auprès des ouvriers a confirmé le besoin que ceux-ci éprouvent d'un organe d'expression indépendant, non infodé aux deux blocs impérialistes. Les perspectives et le contenu de ce journal ont été un des principaux points